



Direction de l'insertion
Service de l'offre d'insertion et des partenariats
☎ : 04.13.31.98.66

Organisme : BGE accès conseil

N° dossier : 2020

Action départementale

Lieu de déroulement de l'action : Marseille, Aix-en-Provence, Arles, Aubagne, Gardanne, Salon-de-Provence, Martigues, Vitrolles, Istres.

Canton : Marseille-8

Intitulé de l'action : lieu d'accueil spécialisé pour les travailleurs indépendants

Nouveau dossier

Programme budgétaire : 88902

Convention lieu d'accueil spécialisé pour les travailleurs indépendants –
plan pauvreté Etat / Département

Entre

Le Département des Bouches-du-Rhône, représenté par sa présidente Madame Martine VASSAL, autorisée à signer la présente convention par délibération n° de la Commission permanente du Conseil départemental en date du

Ci-après désigné le Département,

et

L'organisme BGE accès conseil

Adresse : Actipôle 12 – 7 rue Gaston de Flotte 13012 Marseille

Représenté par Mme / M. ayant tout pouvoir à l'effet des présentes en vertu de sa qualité de président(e),

Ci-après désigné l'organisme,

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;

Vu le règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 sur la protection des données à caractère personnel (RGPD) ;

Vu la délibération n° ... du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône en date du 24 juillet 2020, relative à l'adoption du programme départemental d'insertion pour les années 2020-2022 ;

Vu la délibération n° 38 de la Commission permanente du 27 juin 2019 approuvant la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2019-2021 entre l'Etat et le Département ;

Vu la demande de financement enregistrée le 03/04/2020 sous le n° INS-1378 en vue de la réalisation du projet décrit à l'article n° 1 de la présente convention ;

Vu la délibération n° de la Commission permanente du décidant d'accorder un financement pour la réalisation de cette action ;

Préambule :

Le projet «lieu d'accueil spécialisé pour les travailleurs indépendants » proposé par l'association conformément à son objet social, revêt un intérêt départemental et relève des compétences du Département, telles que définies par la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Il s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté et dans les priorités fixées par la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2019-2021 entre l'Etat et le Département.

Ce projet a été retenu par les services du Département pour être intégré à l'offre départementale d'insertion à destination des bénéficiaires du RSA (BRSA).

Il s'inscrit dans le cadre du Programme départemental d'insertion (PDI).

A ce titre, cette action fait l'objet de la présente convention liant le Département et l'organisme en fixant ses modalités de mise en œuvre.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet, objectifs et contenu de l'action

L'action « lieu d'accueil spécialisé pour les travailleurs indépendants » constitue une action innovante fondée sur le suivi et la contractualisation de bénéficiaires du RSA (BRSA), ayant le statut d'entrepreneur ou de travailleur indépendant (ETI), par des professionnels de l'entrepreneuriat.

Ce lieu d'accueil a pour objectif :

- d'accueillir, d'informer et d'assurer l'accompagnement de ce public spécifique dans son parcours d'insertion formalisé par le contrat d'engagement réciproque ;
- d'apporter un regard professionnel sur la trajectoire et les perspectives de l'entrepreneur ;
- de mobiliser les moyens nécessaires aux besoins spécifiques des BRSA-ETI ;
- de veiller à l'adéquation entre leurs déclarations de ressources et leurs revenus.

Elle se déroule sur l'ensemble du territoire départemental.

L'action est assurée par 4 conseillers à temps plein. Chaque conseiller aura une file active comprise entre 80 et 100 BRSA-ETI, soit une file active totale de 320 à 400 BRSA-ETI.

L'organisme doit :

- informer le BRSA-ETI de ses droits et devoirs et recueillir sa signature ;
- faire un diagnostic de sa situation ;
- assurer un suivi permettant de résoudre les problématiques identifiées ;
- orienter le cas échéant le BRSA-ETI vers une action adaptée à ses besoins (droit commun ou programme départemental d'insertion) ;
- accompagner le BRSA-ETI vers la sortie du dispositif RSA en direct ou en proposant une réorientation, en particulier en fonction du potentiel de l'activité en visant l'objectif de la cessation ou du développement de l'activité ;
- réaliser un CER sur la base des éléments de diagnostic et du plan d'action envisagé.

L'organisme devra informer au cours du parcours le pôle d'insertion de tout changement dans la situation de la personne.

Indicateurs : dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté les indicateurs de suivi et de résultat de l'action sont définis comme suit :

- nombre de BRSA-ETI intégrés et suivis ;
- nombre de rendez-vous réalisés ;
- nombre de CER validés ;
- nombre de BRSA-TI ayant développé leur activité, se matérialisant notamment par l'augmentation du chiffre d'affaires déclaré et du reste à vivre ;
- nombre de BRSA-TI ayant cessé leur activité se matérialisant notamment par la production d'un récépissé de radiation d'activité ou de dépôt de demande de cessation, assorti d'une orientation vers l'emploi et, le cas échéant, vers un accompagnement relevant du social ou de la santé.

Article 2 : Obligations de l'organisme chargé de l'action

L'organisme doit recevoir dans les 10 jours tout nouveau BRSA :

- adressé par les pôles d'insertion ;
- adressé par les conseillers d'orientation (BRSA ayant signé un contrat d'orientation) ;
- réorienté par un organisme.

Par ailleurs, l'organisme recueillera les informations sur la situation des personnes se présentant spontanément et les présentera au pôle d'insertion pour désignation de la structure d'accompagnement.

L'organisme s'engage à :

- Assister aux réunions techniques de la direction de l'insertion afin de disposer des informations sur l'offre d'insertion départementale et d'être en capacité d'assurer l'orientation vers les actions d'insertion du Département et de droit commun ;
- mettre en place un comité de pilotage ;
- utiliser les procédures et les documents établis par la direction de l'insertion, notamment le CER et le formulaire de demandes des aides individuelles, et les adresser au pôle d'insertion selon les procédures établies ;
- autoriser le contrôle de l'action dont il a la charge par les agents du Département habilités, notamment l'accès aux documents comptables et administratifs ;
- ne pas reverser tout ou partie du financement à d'autres organismes, sociétés, collectivités privées ou œuvre et ce, conformément à l'article L. 1611-4 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) ;
- ne communiquer à un tiers aucun document et renseignement concernant le bénéficiaire sinon pour l'exécution de la présente convention. Il ne recueillera ni ne conservera d'informations nominatives sur le BRSA-ETI autres que celles nécessaires à la réalisation de l'action et ne les utilisera et les conservera que pour les finalités légitimes ;
- respecter les règles applicables en matière de conservation et d'archivage des documents papiers et des documents électroniques, produits ou obtenus dans le cadre des missions qui lui sont confiées, de manière conventionnelle, par le Département, conformément au code du patrimoine (articles L.211-1 et 211-4 et articles R. 212-10 à R. 212-14) ;
- faire apparaître le soutien du Département des Bouches-du-Rhône au projet, quels que soient les moyens de communication utilisés pour en informer le public et les professionnels, et d'apposer le logo du Conseil départemental sur tout support graphique et équipement ;
- en tant que sous-traitant au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, dit « règlement général de protection des données », de mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles destinées à assurer le respect de l'ensemble des données personnelles collectées à l'occasion de son activité, et notamment toute information personnelle relative aux BRSA-ETI (nom, prénom, date de naissance, numéro de téléphone, mail, etc. - liste non exhaustive). L'organisme est informé qu'il est responsable du traitement au sens du règlement précité et qu'à ce titre, il doit notamment :
 - informer les BRSA-ETI de l'existence d'un traitement de données personnelles ;
 - permettre aux BRSA-ETI d'avoir accès à leurs informations personnelles, de les modifier si nécessaire, de demander leur effacement ;
 - limiter les demandes d'informations aux informations rendues strictement nécessaires par la procédure initiée par le Département ;
 - préciser aux BRSA-ETI les finalités du traitement qui est mis en place ;
 - indiquer que le Département pourra être destinataire des données à des fins d'attestation du service fait et de statistiques.

Et plus généralement de se conformer strictement aux dispositions du règlement précité, sous peine de se voir appliquer les sanctions pénales ou administratives prévues par les textes.

Article 3 : Moyens de l'organisme affectés à l'action

L'organisme s'engage à mettre à disposition les moyens ci-après :

Article 3-1 : Moyens en personnel

Convention collective (CC) ou accord d'entreprise (AE) du :
.....

Nom	Fonction	Qualification et indice de rémunération par référence à la CC ou à l'AE	Ancienneté dans l'organisme	Type de contrat	Equivalent temps plein (ETP) affecté à l'action	Affectation au différentiel équivalent temps plein (ETP) si sur une autre action financée par le Département

Tout changement dans la composition de cette équipe devra être communiqué par l'organisme au Département pour validation.

Article 3 - 2 : Moyens logistiques

Locaux : adresse, superficie et description de chaque local

.....
.....
.....

Article 3 - 3 : Autres moyens matériels

.....
.....
.....

Article 4 : Modalités de suivi et d'évaluation de l'action

L'organisme s'engage à utiliser tout support de suivi et d'évaluation fourni par le Département :

- tableau de suivi des BRSA-ETI reçus et intégrés ;
- livret de suivi individualisé ;
- fiche bilan de l'action ;
- liste des BRSA-ETI.

Article 4-1: Suivi de l'action

L'organisme s'engage :

- à transmettre aux pôle(s) d'insertion et au SOIP, à une fréquence mensuelle et trimestrielle le tableau de suivi des BRSA-ETI reçus et intégrés et un état relatif à sa capacité d'accueil disponible ainsi qu'aux BRSA-ETI n'ayant pas renouvelé leur contrat ;
- à fournir un bilan intermédiaire à 6 mois de réalisation de l'action reprenant les données statistiques qualitatives et quantitatives de l'activité. Ce bilan sera adressé par mail conjointement aux directeurs du pôle d'insertion concernés et au référent technique du SOIP : anne.berlier@departement13.fr ;
- à fournir annuellement un bilan d'activité détaillé de l'action de l'année N-1. Ce rapport sera transmis conjointement aux directeurs du pôle d'insertion concernés et au référent technique du SOIP anne.berlier@departement13.fr ;
- à participer aux comités de suivi organisés en concertation avec les pôles d'insertion.

Article 4-2 : Evaluation de l'action

4-2-1 : Comité de pilotage

L'organisme s'engage à mettre en place un comité de pilotage, au minimum, une fois durant l'action. Il a vocation à apprécier la mise en œuvre de l'action sur le territoire et à mobiliser les partenaires locaux autour de l'action pour améliorer les conditions de sa réalisation.

Il rassemble les représentants du Département (les directeurs de pôle d'insertion et le technicien du pôle d'insertion en charge de l'action, le responsable technique départemental du SOIP) et, le cas échéant, les représentants des prescripteurs.

Article 4 - 3 : Justification de l'utilisation du financement

L'organisme fournira les justificatifs de l'utilisation du financement :

- dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel le financement a été attribué (article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000), un compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet du financement. Ce compte-rendu financier est déposé, auprès du Département à l'adresse suivante :

Conseil départemental des Bouches-du-Rhône
Direction de l'insertion
Service ressources projets évaluation- pôle budget
4, quai d'Arenc
CS70095
13304 Marseille Cedex 2

- en cas de demande de renouvellement du financement :
le procès-verbal certifié de l'assemblée générale ainsi que de tous les documents faisant connaître les résultats de l'activité, (article L.1611-4 alinéa 1 du CGCT), les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) du dernier exercice clos ;

NB : Pour les associations soumises aux obligations de l'article L. 612-4 du code de commerce, le bilan, compte de résultat et annexes doivent être certifiés par un commissaire aux comptes dans les trois mois suivant leur approbation à la direction des journaux officiels, en vue de leur mise en ligne sur son site internet afin d'être rendus publics ;

Pour les associations non soumises aux dispositions de l'article L. 612-4 du code de commerce, le bilan et les comptes doivent être établis par un expert-comptable.

Par ailleurs, en cas de modification de ses statuts ou de ses organes, l'association, soit communique sans délai au Département la copie des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, soit informe de la déclaration enregistrée dans le Répertoire national des associations (RNA). En outre, l'association doit fournir au Département la copie des pièces relatives à tout changement domiciliaire bancaire.

En cas d'ouverture de toute procédure judiciaire, le SRPE de la direction de l'insertion doit être alerté sans délai.

Article 5 : Promotion de l'égalité femmes/hommes

En application des objectifs de la charte de l'égalité femmes/hommes dont il est signataire, le Département souhaite que les informations relatives au bilan final mentionné à l'article 4-2 fassent apparaître le genre.

L'organisme s'engage à diffuser et promouvoir une culture d'égalité femmes/hommes au sein de sa structure et dans la réalisation de ses missions et à sensibiliser et former ses salariés sur ce sujet.

Article 6 : Montant et financement de l'action

Le Département s'engage à verser à l'organisme un financement d'un montant de 215 174,00 €.

Ce versement s'effectuera en deux fois :

- le premier versement (50 % du montant total), soit 107 587,00 € demandés par l'organisme après notification de la convention signée et après dépôt par celui-ci de la facture correspondante sur le portail dédié à la facturation électronique pour les administrations publiques « Chorus Pro »,
- le solde, soit 107 587,00 € à l'issue de l'action, et après :
 - ✓ dépôt sur le portail « Chorus Pro », de la liste des BRSA-ETI intégrés dans l'action (document type fourni par le Département) et de la facture correspondante,
 - ✓ envoi concomitant du bilan final de l'action à l'adresse suivante :

Conseil départemental des Bouches-du-Rhône
Direction de l'insertion /
Service ressources projets évaluation - Pôle budget
4 Quai d'Arenc
CS70095
13304 – Marseille Cedex 02

Le Département se réserve le droit de ne pas verser la totalité du solde du financement, ou de demander le remboursement de tout ou partie du financement :

- si les objectifs et résultats de l'action n'ont pas été atteints ;
- si celui-ci n'a pas été totalement employé ou n'est pas totalement nécessaire au regard du descriptif de l'action et des objectifs précités à l'article 1 ;
- si les moyens humains prévus dans la convention n'ont pas été mis en œuvre.

Le mandatement des sommes dues se fera exclusivement par virement bancaire ou postal dans les délais imposés par les règles de la comptabilité publique.

Désignation du bénéficiaire du règlement (joindre obligatoirement un RIB) :

.....

<u>nom de la banque et domiciliation</u> :			
.....			
code banque (5 chiffres)	code guichet (5 chiffres)	n° de compte (11 chiffres, indiquez les zéros)	clé (2 chiffres)

N° SIRET (14 chiffres) ou SIREN (9 chiffres) :

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 12 mois à compter du 01/09/2020 jusqu'au 31/08/2021.

Dans le cas où une date de démarrage ne peut être arrêtée au moment de l'établissement de la convention, c'est la date de signature de la convention qui est prise en compte ; dans ce cas l'action doit se dérouler dans la période maximum d'un an suivant cette date. Toute demande de démarrage différé doit faire l'objet d'une validation de la direction de l'insertion.

Toute demande de prolongation pour réaliser l'action au-delà de 12 mois doit faire l'objet d'une validation de la direction de l'insertion et d'un avenant approuvé en Commission permanente du Conseil départemental.

Article 8 : Modification de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention sera approuvée par la Commission permanente du Conseil départemental et fera l'objet d'un avenant conclu entre les parties.

Article 9 : Clauses de résiliation et sanctions éventuelles

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties avec préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans l'hypothèse d'une réalisation partielle de l'action, seule la fraction du financement relatif à la part exécutée du projet sera versée.

Si dans les six mois qui suivent le terme de la convention, l'organisme n'est pas en mesure de justifier l'action, un ordre de remboursement des sommes perçues sera émis à son encontre.

En cas de non-respect des obligations de la présente convention, l'organisme sera mis en demeure par une lettre recommandée avec accusé de réception de s'y conformer sans délai.

L'absence de réponse à cette lettre dans un délai d'un mois sera un motif pour résilier la présente convention. Dans ce cas, le Département pourra exiger le remboursement du financement.

De même, au cas où l'organisme n'aurait pas employé le financement ou partie de celui-ci, en vue de l'objet prévu et dans les délais impartis pour son utilisation, le Département pourra demander le remboursement de tout ou partie du financement alloué.

Enfin, la convention sera résiliée de plein droit dans le cas où l'organisme fait l'objet d'une cessation d'activité, d'une liquidation judiciaire ou d'une dissolution.

Article 10 : Responsabilités

Les activités de l'organisme sont placées sous sa responsabilité pleine et entière. Celui-ci doit souscrire tout contrat d'assurance lié à l'activité.

La responsabilité du Département des Bouches-du-Rhône ne pourra pas être recherchée.

Article 11 : Litiges et contentieux

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Marseille.

Date :

Signatures :

Pour l'organisme
Le Président de l'organisme
(avec tampon de l'organisme)

Pour le Département
La Présidente du Conseil départemental

Mme / M.....

Madame Martine VASSAL